

PROJET DE CONSTRUCTION D'OMBRIERES AGRIVOLTAÏQUES  
ELEVAGE BOVIN EARL ECURIES HERVE CHAUVE LAFFAY  
COMMUNE DE LENTIGNY (42155)



DECEMBRE 2024



Table des matières

|       |  |    |       |   |    |
|-------|--|----|-------|---|----|
| 1     | PRESENTATION DU GROUPE UNITE .....   | 1  | 5.3   | Imperméabilisation du sol .....   | 17 |
| 1.1   | Le groupe .....  | 1  | 5.4   | Milieu humain .....   | 18 |
| 1.2   | Notre conviction .....   | 1  | 5.4.1 | Poussières .....  | 18 |
| 1.3   | Notre raison d’être .....  | 1  | 5.4.2 | Bruits .....  | 18 |
| 1.4   | Notre marché.....  | 1  | 5.5   | Risques naturels .....  | 18 |
| 1.5   | Nos valeurs .....  | 1  | 5.6   | Urbanisme.....  | 19 |
| 1.6   | Nos atouts.....  | 2  | 6     | SUIVI PENDANT LA PHASE EXPLOITATION DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE ..... | 21 |
| 1.7   | Nos métiers.....   | 2  | 7     | SOUTIEN LOCAL ET CONCERTATION.....                                      | 21 |
| 1.8   | Nos actionnaires .....   | 3  | 8     | ANNEXES .....   | 21 |
| 1.9   | Nos centrales de production .....  | 3  |       |   |    |
| 2     | PREAMBULE .....  | 4  |       |   |    |
| 2.1   | La procédure d’évaluation environnementale.....                            | 4  |       |   |    |
| 2.2   | Le caractère agrivoltaïque du projet .....                                 | 5  |       |   |    |
| 2.3   | Suite des procédures .....   | 5  |       |   |    |
| 3     | PRESENTATION DU PROJET .....   | 6  |       |   |    |
| 3.1   | Localisation .....   | 6  |       |   |    |
| 3.2   | Justification du choix du site .....                                       | 7  |       |   |    |
| 3.3   | L’élevage EARL ECURIES HERVE CHAUVE LAFFAY .....                           | 8  |       |   |    |
| 3.4   | L’activité agricole sur la zone d’implantation potentielle du projet ..... | 9  |       |   |    |
| 3.4.1 | Evolution de l’activité agricole sur la parcelle .....                     | 9  |       |   |    |
| 3.5   | Synergie agricole du projet.....   | 11 |       |   |    |
| 4     | PRESENTATION DU PROJET .....   | 13 |       |   |    |
| 4.1   | Justification du projet et de sa synergie agricole .....                   | 13 |       |   |    |
| 4.2   | Les structures .....   | 13 |       |   |    |
| 4.3   | Fondations .....   | 13 |       |   |    |
| 4.4   | Clôtures.....  | 13 |       |   |    |
| 4.5   | Plan du projet .....   | 14 |       |   |    |
| 4.6   | Bilan carbone de l’installation .....                                      | 15 |       |   |    |
| 5     | AUTRES ENJEUX.....   | 16 |       |   |    |
| 5.1   | Production électrique.....   | 16 |       |   |    |
| 5.2   | Raccordement électrique du projet .....                                    | 16 |       |   |    |
| 5.2.1 | Poste source .....   | 16 |       |   |    |
| 5.2.2 | Tracé de raccordement pressenti .....                                      | 16 |       |   |    |
| 5.2.3 | Impacts potentiels du raccordement.....                                    | 17 |       |   |    |

1 PRESENTATION DU GROUPE UNITE

1.1 Le groupe

Depuis plus de 39 ans, le groupe UNITE développe, construit et exploite des centrales de production d’électricité locale et durable : des centrales hydroélectriques, des parcs éoliens et des installations photovoltaïques. Avec sa filiale GREEN-ACCESS, le groupe occupe aussi une position de leader sur la vente de Garanties d’Origine. Basé à Lyon, UNITE est un groupe agile, financièrement solide, ancré dans les territoires, avec des compétences reconnues, dans le secteur des énergie renouvelables.



1.2 Notre conviction

Nous avons la conviction qu’il est possible d’unir besoins d’énergie et respect de l’environnement.

La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (dont 70% résultent de notre consommation d’énergies fossiles) est un impératif mondial afin de ralentir le changement climatique.

En même temps, la croissance de la population mondiale et le développement économique des pays émergents conduiront inéluctablement à l’augmentation du besoin d’énergie, et ce, malgré les efforts de sobriété énergétique des pays les plus consommateurs. Le monde est donc confronté à un double défi : assurer l’accès à l’énergie pour tous, tout en luttant contre le réchauffement climatique. Ce défi est la base de notre raison d’être.

1.3 Notre raison d’être

Afin d’unir besoin d’énergie & respect de l’environnement UNITE se consacre à la production & la promotion d’une électricité locale, durable & compétitive.

1.4 Notre marché

Dans ce contexte, le développement des énergies renouvelables est impressionnant depuis 10 ans et il n’en est qu’à son début. L’agence internationale de l’énergie indique que « d’ici 2025, 90% des nouvelles capacités de production d’électricité dans le monde concerneront des énergies renouvelables, si bien que, d’ici 2025, les énergies renouvelables devraient être la première source de production d’électricité dans le monde devant le charbon ».

En complément de l’hydroélectricité et de l’éolien, le photovoltaïque prendra certainement une position importante, car la réduction continue des coûts, fait qu’elle devrait être la plus compétitive dans de nombreuses régions.

En France l’ambition de développer les ENR se traduit dans la loi cadre dite PPE (Programmation Pluriannuelle de l’Energie) qui fixe la trajectoire énergétique de la France pour ces 10 prochaines années. Ce texte prévoit notamment de porter la part des énergies renouvelables à 33% en 2030, ce qui impose un doublement des puissances installées d’ici là.

Pour les 3 énergies que maîtrise UNITE, les chiffres importants de la PPE aux étapes 2023 et 2028 sont les suivants :

|                  | Situation en septembre 2020 (GW) | Objectifs 2028 (GW) | Rythme prévu pour les appels d’offres (GW/an) |
|------------------|----------------------------------|---------------------|---|
| Hydroélectricité | 25,700                           | 26,000              | 0,035   |
| Éolien terrestre | 17,000                           | 35,000              | 1,000   |
| Photovoltaïque   | 10,200                           | 35,000              | 2,900   |
| Totaux           | 53                               | 96                  | 3,9   |

1.5 Nos valeurs

UNITE conduit sa croissance, avec des démarches et des valeurs inscrites dans la durée.

Agilité

L’agilité est nécessaire pour suivre un marché et des techniques qui évoluent vite. C’est une clef pour rester compétitif face à des grands groupes. L’agilité permet aussi de s’adapter aux attentes des acteurs locaux, pour réussir des projets bien ancrés dans les territoires

Pérennité

Nos choix techniques, environnementaux, économiques et humains, sont basés sur notre volonté d’unir la pérennité économique de l’entreprise et celle de l’environnement. Nos savoir-faire conduisent à la fiabilité industrielle et à la pérennité de nos centrales.



Indépendance

En tant que groupe familial, nous sommes libres de nos actions et de nos choix. Nous contribuons chaque jour à l'indépendance énergétique du pays

Esprit d'équipe

La performance de l'entreprise et la réussite de nos projets sont le fruit d'un travail collectif. L'esprit d'équipe est une valeur fédératrice, qui nous rend plus forts et nous fait aller plus loin. 1+1=

Efficacité

Ne rien laisser au hasard, faire preuve de professionnalisme, de rapidité et de fiabilité sont nos atouts clefs pour être compétitifs et réussir.

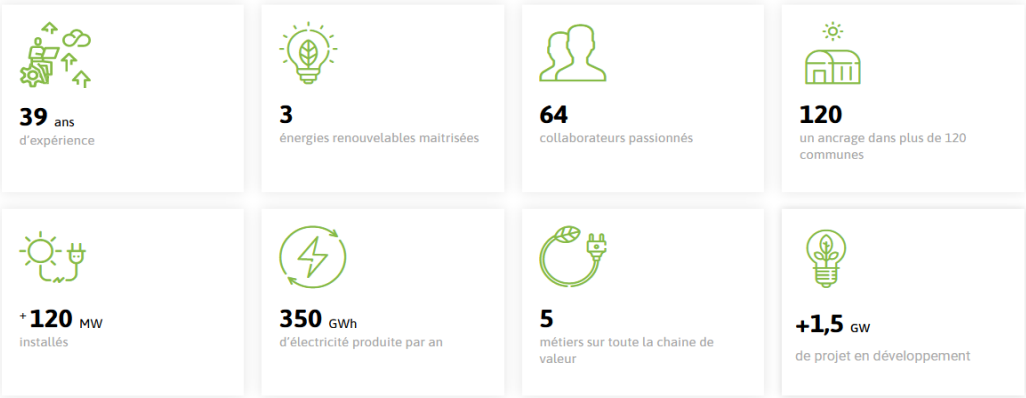
Passion

Notre métier, nos centrales et nos projets nous tiennent à cœur depuis 1985. Nous avons la passion de nos énergies, car elles ont du sens !

1.6 Nos atouts

Dans ce contexte, le groupe UNITE s'engage dans une nouvelle dynamique de développement, en France et à l'international. Sur un marché des énergies renouvelables devenu ultra-compétitif et qui va continuer de changer d'échelle dans les années à venir, UNITE bénéficie de nombreux atouts pour poursuivre sa croissance durable :

- 39 ans d'expérience opérationnelle dans les énergies renouvelables
- la maîtrise de 3 filières d'électricité renouvelable (Hydroélectricité, Eolien et Photovoltaïque)
- des compétences sur toute la chaîne de valeur : développement, financement, construction, exploitation, maintenance et valorisation de l'énergie
- un savoir-faire de développement avec plus d'1GW de projets en portefeuille
- un ancrage territorial fort, grâce à des Hommes et des centrales implantées dans plus de 50 communes de France
- l'agilité d'un groupe dynamique, à taille humaine
- les convictions et les valeurs d'équipes engagées dans une activité qui a du sens
- une offre d'énergie privilégiée possible avec Energie d'ICI
- un actionnariat solide et cohérent, avec le soutien d'Adrian via son fonds Evergreen.



1.7 Nos métiers

Développement

UNITE identifie des sites propices à accueillir des aménagements hydroélectriques, photovoltaïques ou éoliens et maîtrise le processus de développement jusqu'à la mise en service et l'exploitation des installations.

Financement

UNITE a une grande expérience et de nombreux atouts pour le financement de projets. De plus, UNITE sait concevoir des solutions de financement pour impliquer réellement les populations et collectivités locales.

Construction

Les travaux de rénovation et de construction des centrales neuves sont réalisés sous la supervision d'UNITE par des entreprises locales avec qui nous cultivons une relation privilégiée, dans un strict respect des enjeux environnementaux identifiés.

Exploitation

Le service exploitation - maintenance d'Hydrowatt regroupe toutes les compétences requises : électromécanique, automatisme, hydraulique... Une organisation en agences régionales, un dispositif d'astreinte 24/7, le déploiement de solutions de télésurveillance et de télégestion garantissent un suivi permanent de chaque centrale et la réactivité des interventions d'exploitation et de maintenance. Basée sur le principe de prévention, cette dernière mobilise les dernières technologies de diagnostics prédictifs (thermographie infrarouge, contrôles vibratoires...).

Valorisation

Green-Access est la filiale du groupe UNITE qui s'occupe de la valorisation de la production des centrales du groupe. Créée en 2005, l'entreprise est leader du marché de la Garantie d'Origine.

1.8 Nos actionnaires

Le capital d'UNITE est partiellement détenu par la famille Albanel et le management de la société qui assurent un rôle décisionnel et bénéficient du soutien d'Ardian via son fonds d'investissement Evergreen.


ARDIAN


Ardian est une société française indépendante fondée en 1996. Leader mondial de l'investissement privé avec 166 milliards de dollars d'actifs gérés ou conseillés, Ardian a la volonté de s'engager en faveur de l'énergie durable et soutient la croissance d'UNITE depuis 2024.


1.9 Nos centrales de production


Le groupe UNITE exploite près de 70 sites de production d'électricité locale et durable, dont une dizaine qui sont confiés à UNITE par des tiers.

Le parc actuel se compose de :

**47**  
Centrales hydroélectriques

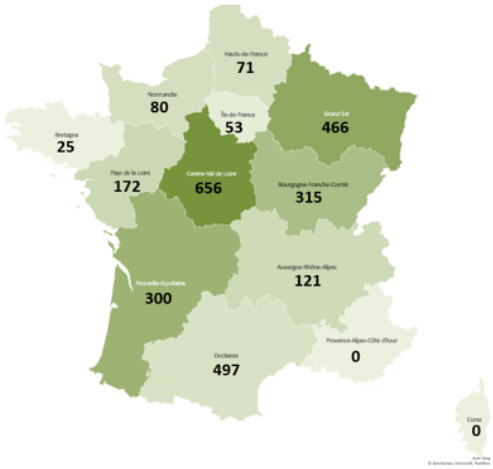
**4**  
Parcs éoliens

**16**  
Centrales photovoltaïques

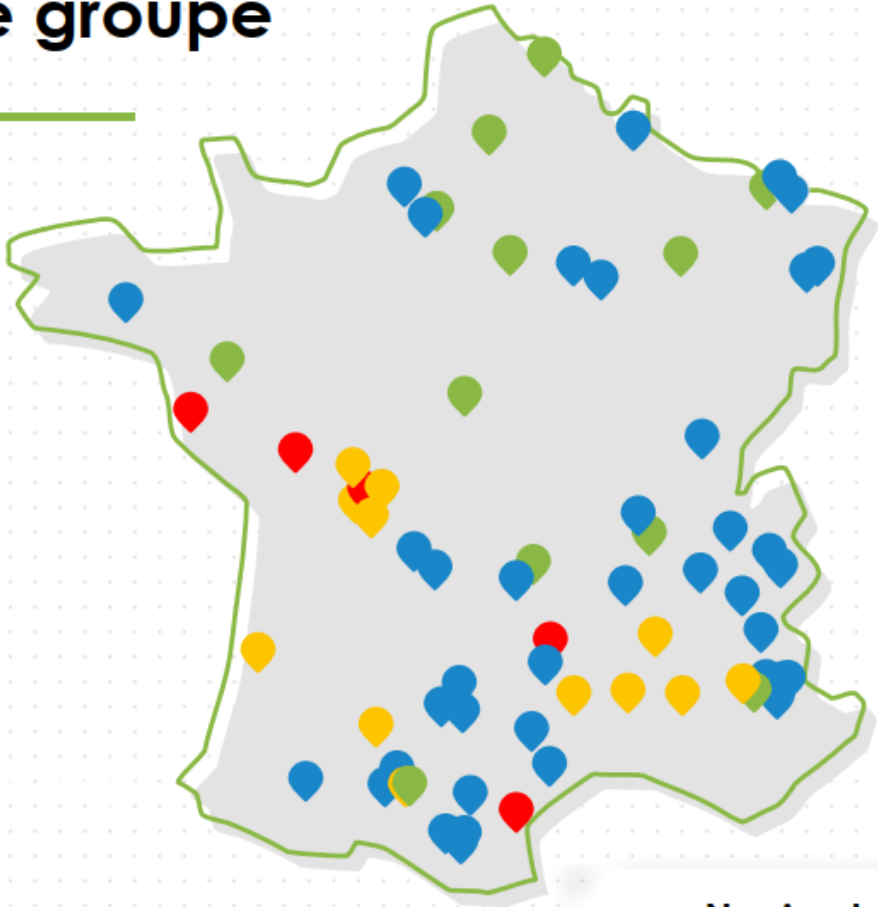
**+ 120 MW**  
installés

Une production annuelle équivalente à la consommation de plus de  
**156 000 Français**

**+ 170 MW** en construction      **+ 3 GW** en développement



Le groupe



- Nos implantations**
- Nos bureaux
  - Centrales hydroélectriques
  - Centrales PV
  - Parcs éoliens

2 PREAMBULE

2.1 La procédure d'évaluation environnementale

Selon l'article R122-2 du code de l'environnement, « Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau ».

Le projet agrivoltaïque de Lentigny relève des **catégories 30. et 39.** du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement.

| Catégories de projet  | Projets soumis à évaluation environnementale   | Projets soumis à examen au cas par cas                      |
|---|--|---|
| 30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement) | Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières | Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc |

|   |  |  |
|---|--|--|
| 39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement. | <p>a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m2 dans un espace autre que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ;</li><li>-les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ;</li><li>-les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable ;</li></ul> | <p>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m2 ;</p> |
|---|--|--|

Le projet est soumis à examen au cas par cas au regard de la catégorie 30, en tant que projet d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc. Le projet de Lentigny prévoit l'installation d'une puissance supérieure à 1 MWc, mais les panneaux sont montés sur des ombrières, structures destinées à fournir de l'ombre sur le terrain d'implantation.

Selon le guide de lecture de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement<sup>1</sup>, « par ombrière, il faut considérer une **structure destinée à fournir de l'ombre équipée de panneaux solaires à titre de couverture** afin de production de l'énergie solaire. C'est donc la **destination de la structure** (telle que présentée par le porteur de projet) qu'il faut considérer. Il n'appartient pas à l'autorité compétente de vérifier le besoin d'ombre ». Les structures qui entrent dans le champ de cette définition ont donc un double usage : fournir de l'ombre et produire de l'énergie solaire.

Le projet est également soumis à examen au cas par cas au regard de la catégorie 39, sa surface de plancher étant supérieure à 10 000 m², mais inférieure à 40 000 m². En effet, l'emprise au sol s'entend comme « la projection verticale du volume de la construction, tous débords et

<sup>1</sup> Evaluation environnementale des projets : guide de lecture de la nomenclature, Mars 2023.  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/guide\\_nomenclature\\_evaluation\\_environnementale\\_des\\_projets\\_mars2023.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/guide_nomenclature_evaluation_environnementale_des_projets_mars2023.pdf)

surplombs inclus »<sup>2</sup>. Rentrent donc en compte dans ce calcul la surface projetée des panneaux ainsi que la surface des locaux techniques. Le projet comptabilise une emprise au sol de 12 513 m<sup>2</sup>, il est donc soumis à évaluation environnementale au cas par cas.

## 2.2 Le caractère agrivoltaïque du projet

La loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) du 10 mars 2023 a défini les installations agrivoltaïques à l'article L314-36 du code de l'énergie. L'objectif de cette loi est de permettre le développement des projets photovoltaïques dans les espaces naturels, agricoles et forestiers tout en assurant la souveraineté alimentaire.

Ainsi, peut être définie comme agrivoltaïque « une installation de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil et dont les modules sont situés sur une parcelle agricole où ils **contribuent durablement à l'installation, au maintien ou au développement d'une production agricole**. ».

De plus l'installation doit satisfaire deux typologies de critères pour être qualifiée d'agrivoltaïque : des critères positifs et des critères négatifs.

L'installation doit apporter à la parcelle directement au moins l'un des services suivants (*critères positifs*), en garantissant à un agriculteur actif « **une production agricole significative et un revenu durable en étant issu** :

- 1° L'amélioration du potentiel et de l'impact agronomiques ;
- 2° L'adaptation au changement climatique ;
- 3° La protection contre les aléas ;
- 4° L'amélioration du bien-être animal. »

A l'inverse, une installation ne pourra pas être considérée comme agrivoltaïque (*critères négatifs*) si :

- Elle porte une atteinte substantielle à l'un de ces quatre services,
- Elle ne permet pas à la production agricole d'être l'activité principale de la parcelle agricole
- Elle n'est pas réversible.

Le décret du 8 avril 2024<sup>3</sup> précise l'étendue et la signification de ces conditions aux article R314-110 et suivant du code de l'énergie.

Ces conditions sont notamment vérifiées à travers la note technique agrivoltaïque, pièce à obligatoirement intégrer aux dossiers de demande d'urbanisme pour un projet agrivoltaïque.

## 2.3 Suite des procédures

L'article R421-9 du code de l'urbanisme détermine les projets qui doivent faire l'objet d'une déclaration préalable. Ces dispositions sont applicables dès lors que le projet de construction se situe en dehors du périmètre des sites patrimoniaux remarquables, des abords des monuments historiques et des sites classés ou en instance de classement. Elles s'appliquent donc pour le projet de Lentigny, qui n'est concerné par aucun de ces périmètres.

Ainsi, « les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol et **les ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables**, dont la puissance crête est inférieure à trois kilowatts et dont la hauteur maximum au-dessus du sol peut dépasser un mètre quatre-vingts **ainsi que ceux dont la puissance crête est supérieure ou égale à trois kilowatts et inférieure à trois mégawatts quelle que soit leur hauteur** »<sup>4</sup>, ne sont pas soumis à la procédure du permis de construire mais à celle de la déclaration préalable.

L'article L112-1-3 du code rural et de la pêche maritime fixe l'obligation, pour les projets d'installations agrivoltaïques au sens de l'article L314-36 du code de l'énergie, de faire l'objet d'une **étude préalable agricole**. L'obligation de réaliser cette étude ne dépend pas de la soumission ou non du projet à une évaluation environnementale systématique pour les projets agrivoltaïques. Cette étude doit être présentée dans le dossier de demande d'autorisation d'urbanisme.

Une note technique agrivoltaïque devra également être intégrée au dossier de demande d'autorisation d'urbanisme, le projet étant une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïques mentionnés à l'article L314-36 du code de l'énergie.

Le contenu de cette note est détaillé à l'article R431-27 du code de l'urbanisme. Elle vise notamment à prouver que le projet peut être défini comme agrivoltaïque.

<sup>2</sup> Article R 420-1 du code de l'urbanisme.

<sup>3</sup> Décret n°2024-318 du 8 avril relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers.

<sup>4</sup> Art. R421-9, h), du code de l'urbanisme.



3 PRESENTATION DU PROJET

3.1 Localisation

Le projet est situé en zone rurale, sur la commune de Lentigny qui est située à 10 km au sud-ouest de Roanne. Elle fait partie de la communauté d'Agglomération du Roannais, réunissant 40 communes du département de la Loire (42), en région Auvergne-Rhône-Alpes.



Localisation du projet à l'échelle communale – Plan IGN



Localisation du projet à l'échelle communale - photographie aérienne

**La zone d'implantation potentielle du projet (ZIP) est située sur la parcelle AN-36, située au lieu-dit « les Royaux » et d'une superficie de 50 357 m<sup>2</sup> (5.03 ha) est localisée à l'est de la rue des Vernes, au sud du centre-ville de Lentigny.**  
Elle est située à vol d'oiseau à 750 m du centre de Lentigny.  
Elle est globalement entourée de parcelles agricoles, et se trouve en bordure d'une zone industrielle, à proximité immédiate d'une cimenterie et du poste source de Lentigny.

Une source d'eau naturelle est présente au sein de la zone d'étude : le ruisseau du Lourdon, alimenté toute l'année à ce niveau-là. Celui-ci est situé à l'extrémité sud de la parcelle.

La zone d'étude comporte également quelques arbres isolés, ainsi qu'une bande arborée au bord du ruisseau. Enfin, une clôture le long de la rue des Vernes à l'ouest du site sépare la parcelle agricole de la route.





*Ruisseau du Lourdon, au sud du site*



*Séparation entre la parcelle agricole et la route des Vernes*

La topographie de cette parcelle est relativement plane dans le sens nord-sud comme dans le sens ouest-est.



*Topographie de la parcelle*

## 3.2 Justification du choix du site

Le projet est porté avant tout par Monsieur Chauve Laffay. En tant que développeur de projets d'énergies renouvelables et porteurs de projets auprès de nos propriétaires et exploitants, nous devons vérifier la faisabilité technique, environnementale et réglementaire du projet.

En plus de la synergie agricole potentielle de la zone pour ce projet, la ZIP présente plusieurs avantages techniques et environnementaux, et notamment ;

- L'absence de zones forestières, et donc de besoin de défrichage pour le projet ;
- L'absence de zonages réglementaires de protection et/ou d'inventaire écologique (Zone Natura 2000, directive « habitats » ou « oiseaux », Parc Naturel National ou régional, Zone Naturel d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), Zone importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), réserve de biosphère...) ;
- L'absence de zonages patrimoniaux (site inscrits et/ou classés, périmètre de protection des monuments historiques, site patrimonial remarquable) ;
- Une distance d'au moins 6 km avec l'aérodrome le plus proche ;
- L'absence de risques naturels et technologiques ;
- L'absence de servitudes non compatibles avec l'installation d'un parc solaire photovoltaïque ;
- Une proximité directe avec un poste de raccordement.

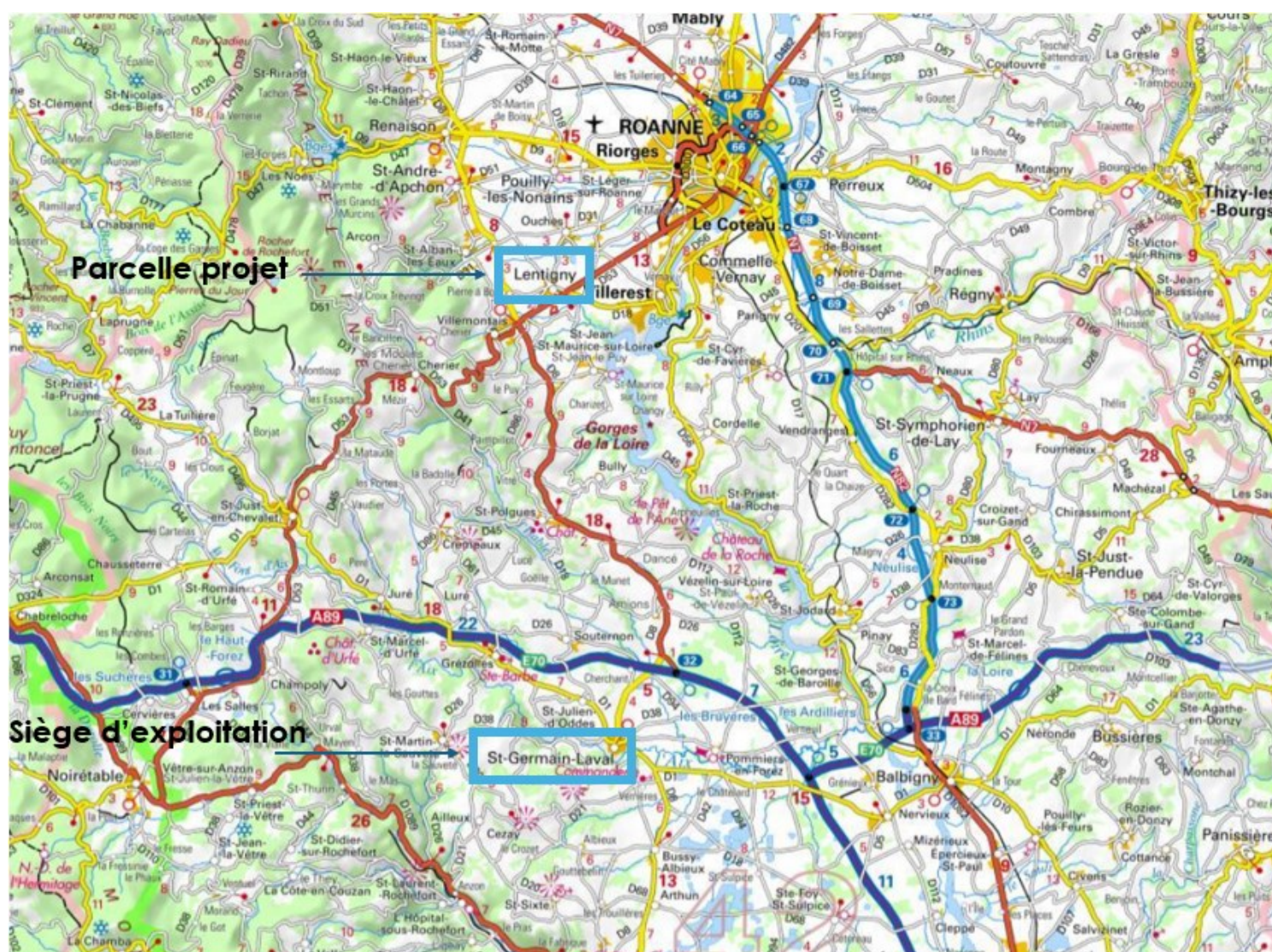


## 3.3 L'élevage EARL ECURIES HERVE CHAUVE LAFFAY

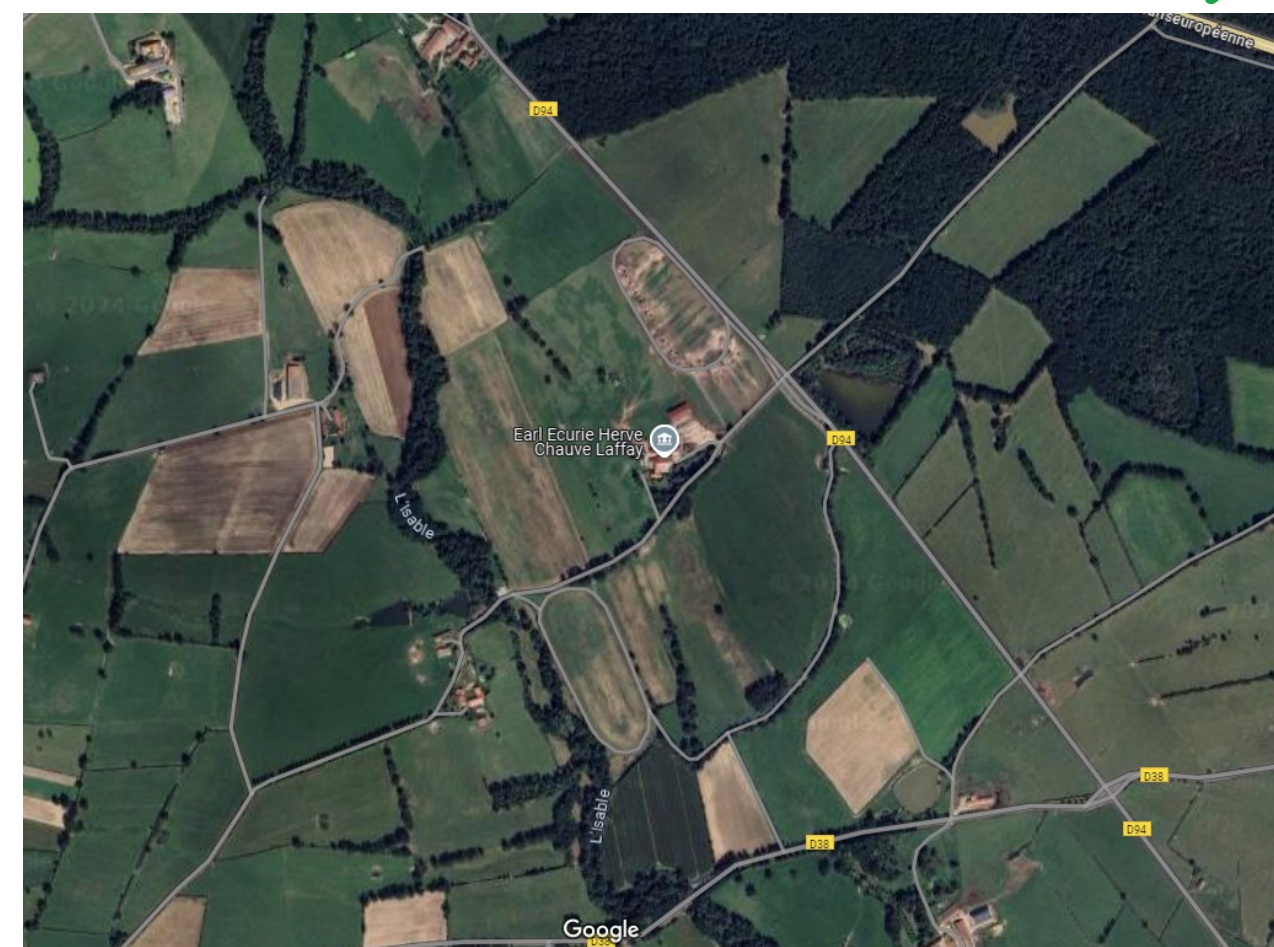
L'EARL ECURIE HERVE CHAUVE LAFFAY est une exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL), immatriculée sous le SIREN 423930353 et active depuis 25 ans. Elle est spécialisée dans l'élevage, l'entraînement et la course de chevaux, ainsi que dans l'élevage bovin, de race charolaise.

Cette activité d'élevage résulte d'un héritage familial. Monsieur Hervé Chauve Laffay travaille d'ailleurs au quotidien avec l'un de ses fils sur l'exploitation.

Le siège d'exploitation est situé à Saint Germain Laval (42260), au lieu-dit Beauregard, à 20 min en voiture de Lentigny. Se trouvent ici les bâtiments et le matériel nécessaires pour l'élevage de dix poulinières, l'entraînement des chevaux et leurs soins quotidiens.



Localisation du projet par rapport au siège d'exploitation de l'EARL ECURIE HERVE CHAUVE LAFFAY



Localisation de l'exploitation EARL Ecuries Hervé Chauve Laffay

Du côté de l'élevage bovin, la stabule est située au centre de l'exploitation. La majorité des parcelles constituant la surface agricole utile (SAU) de l'exploitation sont situées à Saint-Germain-Laval.

Une partie de la SAU de Monsieur Chauve Laffay est située à Lentigny, dont la parcelle concernée par le projet. Cette parcelle fait partie de la famille de Monsieur Chauve Laffay depuis des dizaines d'années, et est exploitée par elle pour de le pâturage de bovins depuis au moins 1984. Monsieur Hervé Chauve Laffay en a hérité au début des années 2000.

Au total, l'EARL compte 110 ha de SAU, ce qui lui permet d'atteindre l'autonomie fourragère complète pour la partie relevant de l'élevage bovin. Environ 70% de la SAU de l'exploitation est destinée aux bovins (pâturage et production fourragère comprises)

Au total, l'exploitation compte une cinquantaine de bêtes à l'année :

- Environ 25 mères allaitantes
- Les veaux de l'année
- Les génisses
- Un taureau



Les bêtes sont rentrées pour l'hiver, de décembre à mars environ. La surface de prairies disponibles dans l'exploitation permet de sortir toutes les bêtes et d'effectuer une rotation permettant ainsi de ne pas avoir à apporter des compléments fourragers sur les parcelles et de rester sur un modèle de pâture simple.

La parcelle concernée par le projet est utilisée pour la **mise en pâture de 5 à 10 génisses**, d'avril à décembre. Une surveillance du troupeau est effectuée plusieurs fois par semaine par un exploitant de la SARL.

### 3.4 L'activité agricole sur la zone d'implantation potentielle du projet

#### 3.4.1 Evolution de l'activité agricole sur la parcelle

Depuis l'installation de Monsieur Chauve Laffay en 1988 en tant qu'exploitant agricole, les parcelles de la ZIP sont utilisées comme prairies pour la pâture, et utilisés pour la mise en prairie de génisses. Environ 5 à 10 génisses sont mises en pâture sur la parcelle d'avril à décembre.



Photographie aérienne – 2000-2005





Photographie aérienne – 2006-2010



Photographie aérienne – 2011-2015



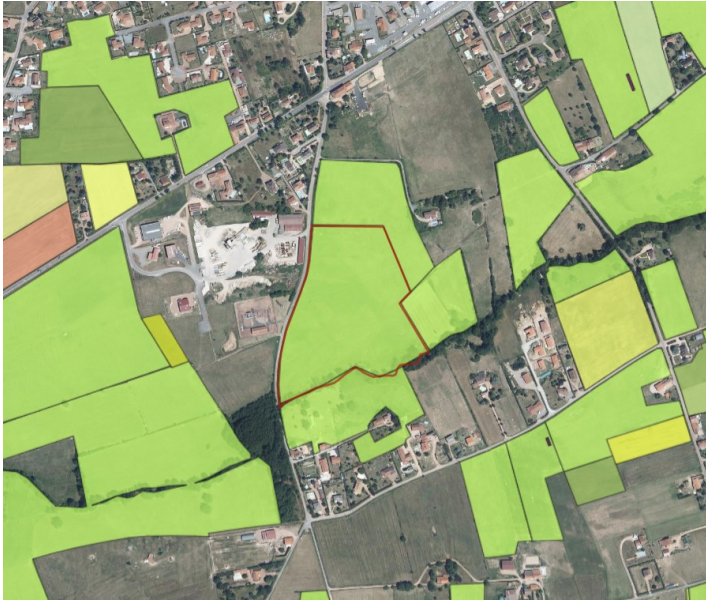


Photographie aérienne – 07/2022

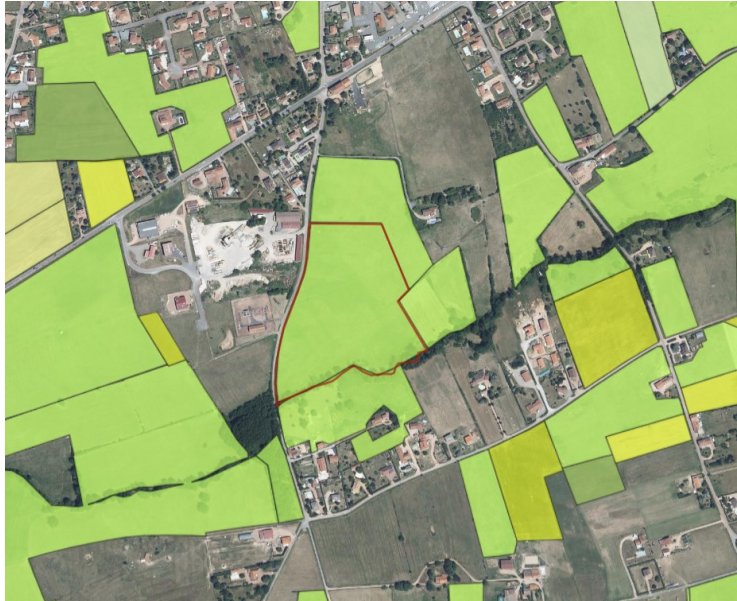
Concernant la zone d'implantation potentielle du projet, 4.98 ha de surface est déclarée à la PAC en tant que **prairie permanente depuis au moins 4 ans**, comme le montre le classement des parcelles au Registre Parcellaire Graphique (RPG).

- RPG
- ☒ Industrie
  - ☒ Autres gels
  - ☒ Riz
  - ☒ Légumineuses à grains
  - ☒ Fourrage
  - ☒ Estives et landes
  - ☒ Prairies permanentes
  - ☒ Prairies temporaires
  - ☒ Vergers
  - ☒ Vignes

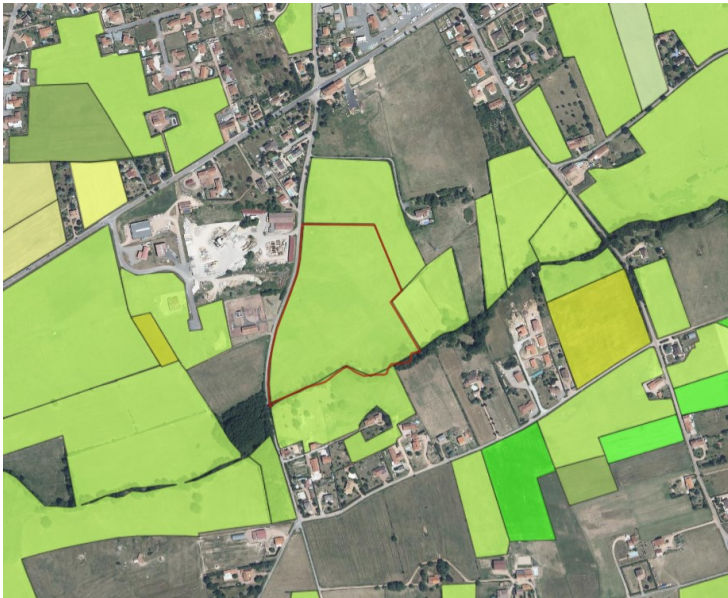
Légende - zonages du RPG



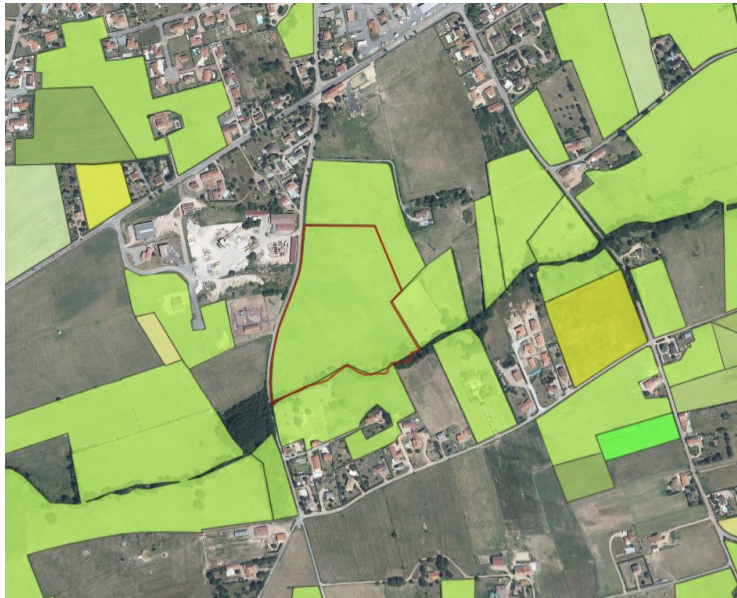
Classement au RPG - 2020



Classement au RPG - 2021



Classement au RPG - 2022



Classement au RPG - 2023

### 3.5 Synergie agricole du projet

La parcelle sélectionnée pour le projet a été proposée par Monsieur Chauve Laffay, qui a engagé ses discussions avec UNITE au début de l'année 2024 afin d'imaginer des structures agrivoltaïques adaptées à son activité d'élevage sur cette parcelle. Ayant la volonté de lutter contre le changement climatique, et étant conscient de ses effets et de la nécessité de s'y adapter en agriculture, Monsieur Chauve Laffay souhaite développer un projet agrivoltaïque pour plusieurs raisons.

Ce projet a pour conséquence de maintenir les qualités agronomiques du sol par le maintien du pâturage bovin existant, en apportant différents avantages pour l'exploitation.



Ces structures adaptées permettront de garantir le maintien de l'activité agricole pendant toute la durée de vie du projet (40 ans) et d'apporter un complément de revenu stable et garanti, décorrélé de la production effective d'électricité de la centrale, sur cette même durée. Le versement de ce revenu, comme le maintien des structures agrivoltaïques, sont conditionnés à l'exercice effectif d'une activité agricole sur la parcelle. En effet, en cas de changement d'exploitant agricole, « la durée pendant laquelle l'exploitation de l'installation d'agrivoltaïsme se poursuit sans agriculteur actif [...] ne peut excéder dix-huit mois »<sup>5</sup>.

Ce loyer d'exploitation constituera un vrai plus pour l'exploitation, tant en termes d'investissement nécessaire au développement de la structure, que pour faire face aux aléas inhérents à l'activité d'élevage, de plus en plus fréquents dans un contexte de changement climatique.

Selon l'IDEE<sup>6</sup>, « trois facteurs incontournables conditionnent le succès et la durabilité des projets couplant élevage et photovoltaïsme :

- le respect du bien-être animal ;
- le maintien de la performance de la production agricole (en lien avec la productivité de l'élevage, le temps et l'ergonomie du travail de l'éleveur) ;
- le maintien de la performance de la production d'électricité (gestion contrôlée de la végétation). »

La mise en place des ombrières agrivoltaïques apporte ainsi plusieurs avantages :

- **Une réduction du stress hydrique sur la parcelle**, les structures entraînant une réduction de l'évapotranspiration lors d'épisodes de chaleur. Cela permet d'augmenter la croissance des végétaux et leur quantité, les effets des chaleurs et sécheresses inhérentes à la période estivale étant limités. Il apparaît cependant que la production de biomasse soit diminuée en hiver. Un lissage global de la production fourragère sur la parcelle est attendu sur l'année complète<sup>7</sup>.
- **Une réduction du stress thermique et lumineux**, augmentant le bien-être animal durant les périodes de fortes chaleurs<sup>8</sup>, mais aussi **de vent froid ou d'intempéries**<sup>9</sup>, grâce à l'ombre produite par les ombrières agrivoltaïques. Les bovins subissent généralement un stress thermique important en cas de fortes chaleurs. Dès 24°C, les bovins ressentent un stress thermique léger à modérer selon le taux d'humidité<sup>10</sup>. Ainsi, l'apport d'ombrage dans ces

périodes de températures élevées dans la durée permettra une amélioration du confort thermique des animaux.

- Les structures photovoltaïques créent un microclimat qui a pour effet de **limiter les écarts de température entre le jour et la nuit en été, et une légère augmentation des températures sous panneaux en hiver**<sup>11</sup>. Cette réduction de température sous les structures en période de fortes chaleurs entraîne une réduction des comportements agonistiques des animaux, qui peuvent s'abriter sous les structures.

Le retour d'expérience de l'exploitant en phase d'exploitation de la centrale pourra valider ces premiers retours d'expériences et retours scientifiques. Les retours d'expérience restant encore peu nombreux, une surveillance sanitaire du troupeau restera donc primordiale.

<sup>5</sup> Article R314-109 du code de l'énergie.

<sup>6</sup> DERVISHI, Vigan, FRADIN, Julien, PAVIE, Jérôme et CRESTEY, Milène, 2021. L'agrivoltaïsme appliqué à l'élevage des ruminants. IDELE (éd.). septembre 2021. pp. 80

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> SHARPE K. T., HEINS B. J., BUCHANAN E. S. et al., « Evaluation of solar photovoltaic systems to shade cows in a pasture-based dairy herd », Journal of Dairy Science, 104, 2021.

<sup>9</sup> DERVISHI, Vigan, FRADIN, Julien, PAVIE, Jérôme et CRESTEY, Milène, 2021. Op. Cit.

<sup>10</sup> ZIMBELMAN, R.B, RHOADS, R.P, RHOADS, M.L, DUFF, G.C, BAUMGARD, L.H et COLLIER, R.J, 2009. A Re-evaluation of the Impact of Temperature Humidity Index (THI) and Black Globe Humidity Index (BGHI) on Milk Production in High Producing Dairy Cows. . 2009. pp. 12.

<sup>11</sup> CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA NIÈVRE, « Dispositif prairies sentinelles 2021, Synthèse du suivi du lot de brebis au pâturage sous panneaux photovoltaïques », 2021



## 4 PRESENTATION DU PROJET

### 4.1 Justification du projet et de sa synergie agricole

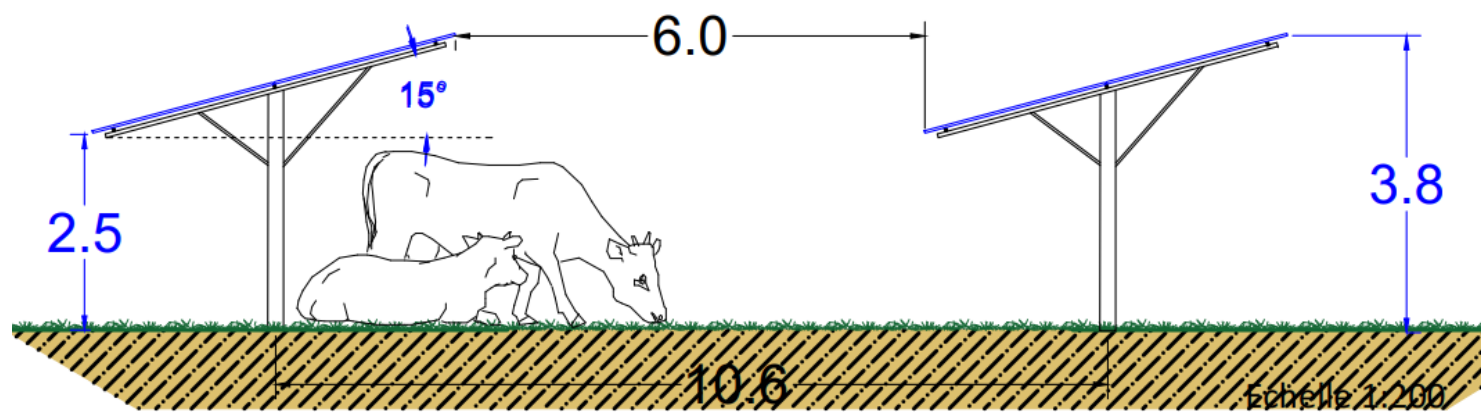
L'agrivoltaïsme consiste à associer, sur la même parcelle, une production agricole principale à une production d'énergie solaire, secondaire. La construction de cette centrale doit permettre une collaboration et une synergie de fonctionnement entre les deux productions.

### 4.2 Les structures

Le projet consiste en la création d'ombrières agrivoltaïques avec une structure en acier galvanisé.

Dans le cas des Charolaises, les individus de grande taille peuvent atteindre une hauteur au garrot de plus de 160 cm (dans le cas des mâles), soit une hauteur totale de près de 2 m. Une hauteur de panneaux de 2,4 m est donc conseillée, limitant les risques de blessure des animaux et d'endommagement des panneaux.

**Aucune consommation d'espace agricole est à prévoir, en dehors des locaux techniques détaillés ci-après, puisque les structures permettront la continuité totale de l'activité d'élevage.**



Plan de coupe des ombrières agrivoltaïques

### 4.3 Fondations

La technique des pieux battus est la technique envisagée. Les fondations classiques de type pieux battus ou vis sont possibles sur des terrains naturels, une profondeur d'environ 1.50 à 2.50 m permettant d'assurer la tenue des structures.

Grace à cette technique, aucune excavation n'est requise ; pas d'ancrage en béton en sous-sol ; pas de déblais ni de refoulement du sol.

Cette technique de pieux battus est privilégiée en termes de fondations, **les emprises au sol restent non significatives** puisque chaque pieu battu est enfoncé directement dans le sol, comblant les vides.

Une étude géotechnique sera réalisée afin de déterminer si le sol nous permet de mettre en place cette technique. Si l'étude géotechnique montre la nécessité de fondations différentes, une technique sur pieux sera privilégiée.

La technique sur pieux nécessite les étapes suivantes :

- Fouille à la pelle mécanique
- Evacuation des déblais considérés non pollués.
- Constitution d'une semelle ou puits en béton armé coulée en une seule étape
- Mise en place des armatures et préscllement.

Les préscllements seront mis en œuvre au droit de chaque fondation afin de réaliser le réglage et la fixation des ossatures supports.

L'arase supérieure des fondations sera au niveau -0.30m/TN. La liaison entre les fondations et les poteaux est de type encastré.

A ce stade du projet, sans étude géotechnique réalisée, il est impossible de déterminer avec précision la technique de fondation qui sera employée.

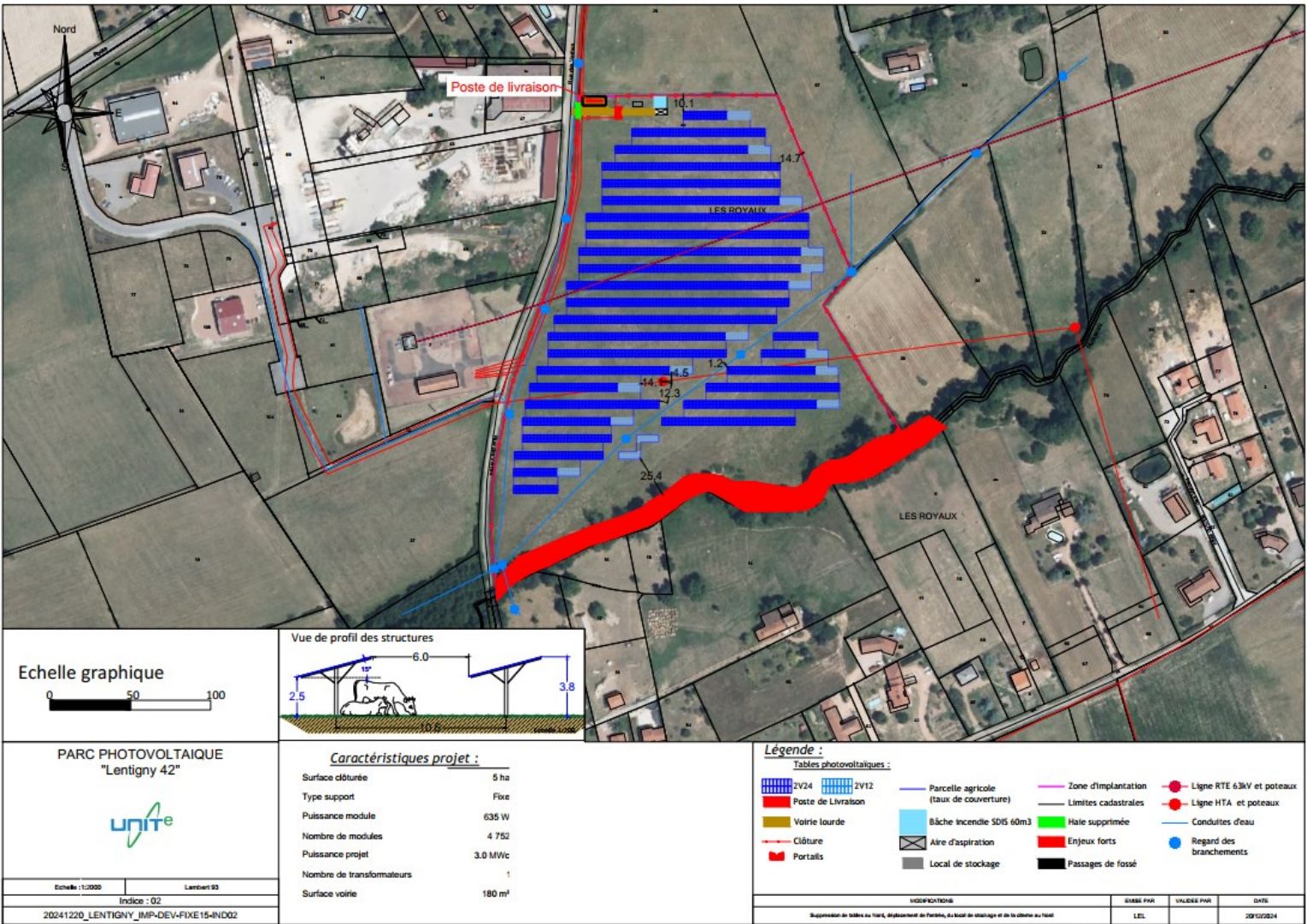
Les fondations ne concerneront qu'une **partie infime de la surface de l'élevage**, quelle que soit la technique utilisée, elles seront **intégralement démantelées en fin de vie de la centrale photovoltaïque** tout comme l'ensemble des éléments de la centrale.

### 4.4 Clôtures

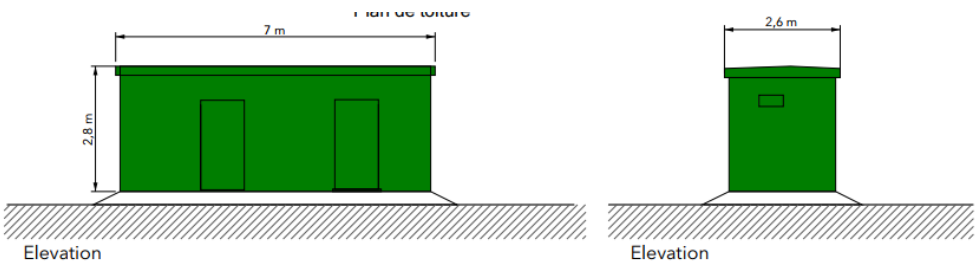
Une clôture fixe de 2 m de haut remplacera les clôtures existantes sur tout le pourtour du parc afin d'en assurer la sécurité.

Monsieur Chauve Laffay ne met actuellement pas en place de pâturage tournant sur cette parcelle de petite taille, et ne prévoit pas de le faire non plus avec la mise en place des structures agrivoltaïques.

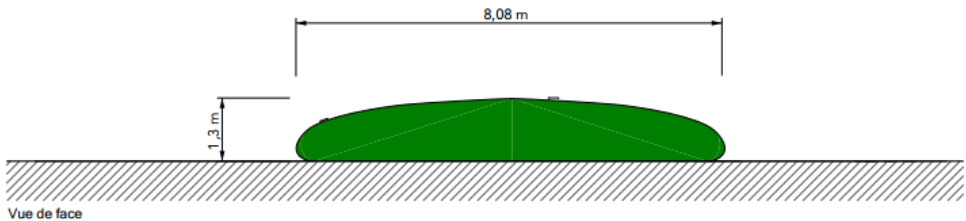
4.5 Plan du projet



Plan d'implantation



Dimension d'un PDL/PDT combiné



Dimension d'une citerne incendie de 60 m3

| Elément                                  | Données      |
|--|--------------|
| Format de table                          | 2V24/2V12    |
| Type de fondation                        | Pieux battus |
| Nombre de modules                        | 4 752        |
| Surface des modules (m²)                 | 12 836       |
| Inclinaison (°)                          | 15           |
| Surface projetée au sol des modules (m²) | 12 399       |
| Point bas des ombrières (m)              | 2.5          |
| Point haut des ombrières (m)             | 3.74         |
| Inter-rangée / Pitch (m)                 | 6 / 10.6     |
| Puissance du projet (MWc)                | 3            |
| Nombre de PDL/PTR                        | 1            |
| Nombre de local de stockage              | 1            |
| Citerne 60m³                             | 1            |
| Surface clôturée (ha)                    | 5            |
| Linéaire de clôture (ml)                 | 1000         |
| Surface de piste (m²)                    | 180          |
| Surface imperméabilisée (m²)             | 407          |
| Surface zone enjeux impactée (m²)        | 6            |
| Surface des pieux (m²)                   | 6            |
| Surface des postes (m²)                  | 54           |

Tableau récapitulatif des données



4.6 Bilan carbone de l'installation

La mise en service du parc photovoltaïque de Lentigny permettra de produire une électricité verte et décarbonée. Pour autant la consommation énergétique de la centrale, de la phase de construction à son démantèlement entraînera des émissions de gaz à effet de serre. Le bilan carbone permet d'évaluer ces impacts et de s'assurer de la pertinence environnementale globale du projet. La prise en compte de l'impact environnemental du projet intègre donc une Analyse en Cycle de Vie (ACV) de la centrale.

Avec une puissance crête installée de **3 MWc**, les émissions liées à la construction et à l'exploitation du projet la commune de Lentigny sont de **3 271 tonnesCO2éq**. En tenant compte de la dégradation des panneaux sur l'ensemble de la durée de vie de la centrale (40 ans), elle permettra de produire environ **135 242 MWh**.

Le temps de retour carbone est le temps nécessaire pour qu'une installation photovoltaïque, par la substitution de l'électricité produite à l'électricité locale, permette d'éviter les émissions de gaz à effets de serre qui ont été nécessaires à sa fabrication, à son installation, à sa maintenance et à sa fin de vie. Il est défini par la formule suivante :  $TR = Dette / (PA \times FE)$

- Où :
- TR est le temps de retour carbone, exprimé en année ;
  - Dette = « Dette carbone » définie comme les émissions nécessaires à la fabrication, l'installation, la maintenance et à la fin de vie de la centrale soit 3 271 tonnesCO2éq ici.
  - PA = La production annuelle de la centrale en kWh/an : 3 381 043 kWh/an
  - FE = Facteur d'émission de l'électricité « locale » exprimé en gCO2éq/kWh.

Trois scénarios sont analysés concernant le facteur d'émission FE.

|   | Source de production que remplacerait la centrale | Facteur d'émissions (gCO2éq/kWh) | Emissions évitées sur 40 ans (tCO2éq/kWh) | Temps de retour carbone |
|---|---|----------------------------------|---|-------------------------|
| 1 | Mix électrique FR moyen (2023) <sup>12</sup>      | 57                               | 7 708 777                                 | 17 ans                  |
| 2 | Mix électrique EU moyen (2020) <sup>13</sup>      | 226                              | 30 564 626                                | 4 ans                   |
| 3 | Centrales à gaz <sup>14</sup>                     | 429                              | 58 018 694                                | 2 ans                   |

Quel que soit le scénario considéré, le bilan GES de la centrale est donc positif.

Le scénario 1 se base sur un mix électrique français, qui se trouve être parmi les plus décarbonés d'Europe (d'où un temps de retour carbone relativement haut). Il est cependant important de noter que le développement de centrales photovoltaïques sur le territoire vise à remplacer les sources les plus carbonées de ce mix, à savoir les centrales à gaz. Il paraît donc raisonnable de considérer le scénario moyen (scénario 2) pour estimer le temps de retour carbone de la centrale.

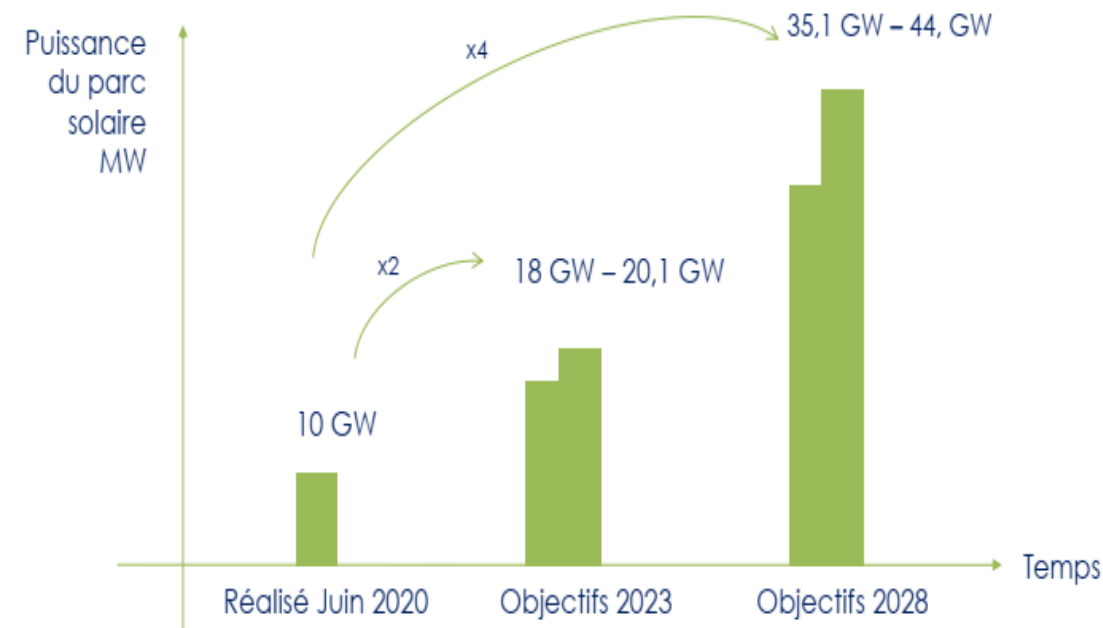
**La dette carbone du projet est donc remboursée en 5 ans.**

<sup>12</sup> RTE – Bilan électrique 2022  
<sup>13</sup> Connaissance des Énergies, d'après Ember et Agora Energiewende

<sup>14</sup> RTE – Bilan électrique 2022

5 AUTRES ENJEUX

5.1 Production électrique



Objectif de la PPE pour l'énergie photovoltaïque

La Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) pose plusieurs jalons pour le développement de l'électricité photovoltaïque : 20,1 GW installés en 2023, entre 35,1 et 44 GW en 2028.

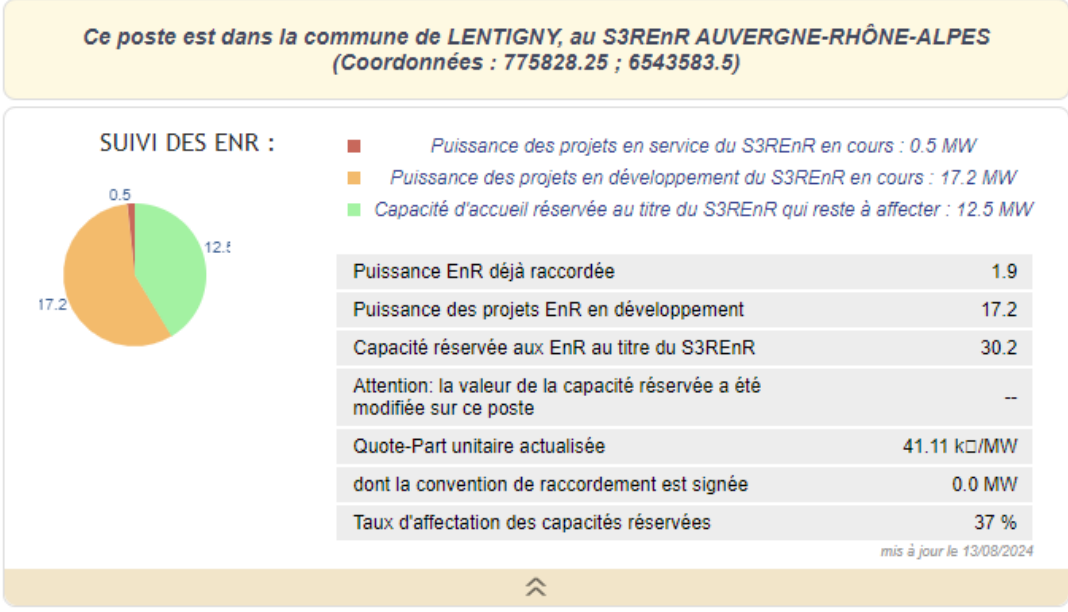
Le projet photovoltaïque de Lentigny s'inscrit dans ces objectifs. Il est d'autant plus pertinent au regard du contexte de **réchauffement climatique**, du contexte géopolitique européen et de la nécessaire **indépendance énergétique de la France**.

Ainsi en produisant environ 3 381MWh/an, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 1 347 habitants, la centrale photovoltaïque assurera une **production électrique locale, durable et décentralisée** en phase avec les besoins énergétiques français.

5.2 Raccordement électrique du projet

5.2.1 Poste source

Le Poste Source le plus proche pour raccorder le projet photovoltaïque est situé à Lentigny, en face de la zone d'implantation potentielle du projet. Ce poste dispose d'une capacité d'accueil suffisante au projet de Lentigny (3 MW max) puisque la capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR qui reste à affecter est de 12.5 MW comme le montre le résumé ci-dessous :



Données du Poste Source de Lentigny (source Caparéseau)

Aucuns travaux d'agrandissement du poste source ne sont donc à prévoir en lien avec le projet.

5.2.2 Tracé de raccordement pressenti

Ces informations sont données à titre indicatif et pourraient être amenées à évoluer puisque l'étude des possibilités de raccordement est du domaine exclusif du gestionnaire du réseau de distribution Enedis.

Conformément au décret relatif aux prescriptions techniques générales de conception et de fonctionnement pour le raccordement d'installations de production aux réseaux publics d'électricité, les conditions de raccordement des installations de production d'électricité aux réseaux publics de distribution sont définies dans le document Enedis- PRO-RES\_65E – Version 2 (24/10/2016) publié par Enedis.

Le raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau public est une opération menée par le gestionnaire de réseau ENEDIS qui en reste le maître d'ouvrage.

Le tracé du raccordement au réseau ne peut être connu qu'à l'issue de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives du projet et notamment d'un Permis de Construire. Le tracé suivant est donc donné à titre purement indicatif, le tracé définitif sera proposé par ENEDIS.

Si l'hypothèse du raccordement au Poste Source de Lentigny est retenue, la longueur de câble à tirer entre le poste de livraison de la centrale photovoltaïque et le Poste sera d'environ 100 m maximum, le long de la rue des Vernes.





Localisation du Poste Source de Lentigny par rapport à la ZIP

## 5.2.3 Impacts potentiels du raccordement

Une tranchée sera réalisée sur le tracé des routes ou en accotement de celles-ci selon les choix techniques d'ENEDIS. Les câbles et fourreaux y seront déposés et la tranchée sera rebouchée avec les matériaux extraits.

Des tranchées de 0.5 à 1m de profondeur seront réalisées en bordure immédiate des voies de communications ou directement sous celles-ci. Les impacts attendus concerneront un léger compactage des sols suite aux mouvements de terre et un mélange des horizons des sols au niveau de la tranchée. Les terrains concernés par ces travaux (accotements de chaussée) sont cependant déjà fortement remaniés. **Aussi, le risque de déstructuration des sols devrait être très faible à nul au droit des tranchées.**

Les problématiques d'envol des poussières pendant les travaux seront limitées par la faible largeur de la tranchée et la faible quantité de matériaux mis en mouvement. Si besoin l'envol de poussière sera limité par un arrosage.

Le chantier de raccordement électrique au poste choisi pourra engendrer des modifications temporaires des conditions de circulation, celles-ci seront ponctuelles et vraisemblablement gérées par la mise en place de circulation alternée. Dans tous les cas, le tracé du raccordement suivra les voies publiques et n'impactera pas de zones naturelles ou agricoles.

**Les incidences du raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau national d'électricité sont surtout liées à la phase travaux et seront limitées dans le temps et en ampleur. En fonctionnement normal en phase exploitation, aucun impact n'est attendu.**

**Aucun impact significatif lié au raccordement électrique n'est à attendre.**

## 5.3 Imperméabilisation du sol

Une partie des aménagements annexes aux bâtiments agricoles seront à l'origine d'une imperméabilisation très limitée des terrains du projet : le poste de transformation et de livraison (d'une superficie totale de 36 m<sup>2</sup>) et le local de stockage (d'une superficie totale de 18 m<sup>2</sup>).

Les pistes lourdes (apport de graves calcaires) et légères, périphériques ou intérieures, ne présentent pas de revêtement imperméabilisant et permettront l'accès aux différentes volières.

Il n'y aura pas de surface plancher sous les volières, mais uniquement la terre végétale et une végétation herbacée déjà présente aujourd'hui, qui pourra être adaptée en fonction des contraintes d'ombrage, en concertation avec l'exploitant.

La toiture en panneaux photovoltaïques n'est pas un facteur d'imperméabilisation supplémentaire. La disposition des panneaux est telle que les précipitations peuvent s'écouler vers le sol par les espaces situés entre les modules (plusieurs centimètres) et entre les rangées (plusieurs mètres), limitant significativement la formation d'une zone préférentielle soumise à l'érosion.



Cas de structures supportant des panneaux disjoints

Cas de structures supportant des panneaux joints les uns aux autres

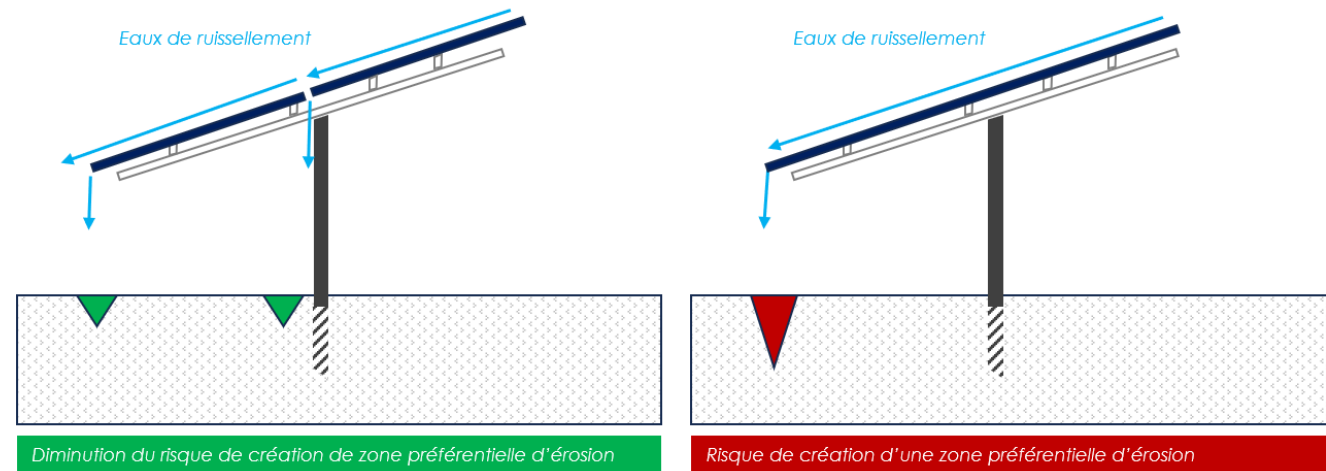


Schéma de principe des écoulements d'eaux pluviales sur les panneaux – effets des structures supportant des panneaux disjoints

## 5.4 Milieu humain

### 5.4.1 Poussières

En **phase chantier** des poussières pourront être soulevées par la circulation des engins, un arrosage des sols sera effectué si nécessaire de façon à limiter cet envol.

### 5.4.2 Bruits

En **phase chantier** du projet photovoltaïque, des nuisances sonores ponctuelles et temporaires pourront impacter le voisinage. Elles seront principalement liées à la circulation et à l'utilisation des engins. Le groupe UNITE s'engage à respecter des horaires de travail de journée, aucuns travaux ne seront effectués de nuit. Les engins respecteront la réglementation en vigueur en termes d'émissions sonores. Les engins seront équipés du système d'avertisseur de recul « cri du lynx » afin de limiter les nuisances liées au « bip » habituel. Cette phase de travaux est limitée dans le temps et estimée à 6 mois.

**En phase chantier toutes les mesures seront prises pour limiter les impacts sonores pour le voisinage, dans le respect de la réglementation.**

D'après le Guide de l'étude d'impact des installations photovoltaïques au sol, la plupart des constituants de la centrale photovoltaïque n'émettent pas de bruit. Les sources sonores potentielles proviennent des onduleurs et des transformateurs. Ceux-ci seront situés dans des locaux fermés limitant la propagation des ondes sonores. L'installation respectera les dispositions de l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le projet photovoltaïque en lui-même ne sera pas source de nuisances sonores dans sa phase d'exploitation et respectera la réglementation en vigueur.

## 5.5 Risques naturels

La zone de projet est concernée par le **risque radon élevé**, comme l'ensemble de la commune de Lentigny.



Légende :



Carte du potentiel radon à Lentigny (source : Géorisques)

Le risque de mouvements de terrain est également présent dans l'emprise de la commune. La préfecture a classé la commune de Lentigny à risque pour les aléas **mouvements de terrain et tassement différentiels** (source : Géorisques).

Elle est également concernée par le **risque retrait et gonflement des argiles**, dans une zone classée en **risque modéré**.



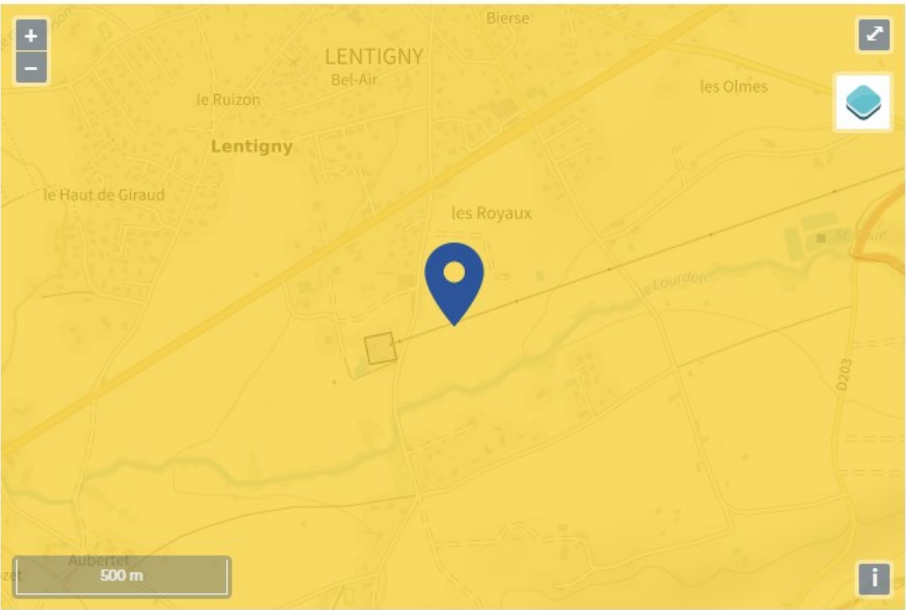


Légende :

- Faible
- Modéré
- Important

Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles à Lentigny (source : Géorisques)

La zone du projet est soumise à un **aléa sismique faible**.



Légende :

- Sismicité très faible
- Sismicité faible
- Sismicité modérée
- Sismicité moyenne
- Sismicité forte

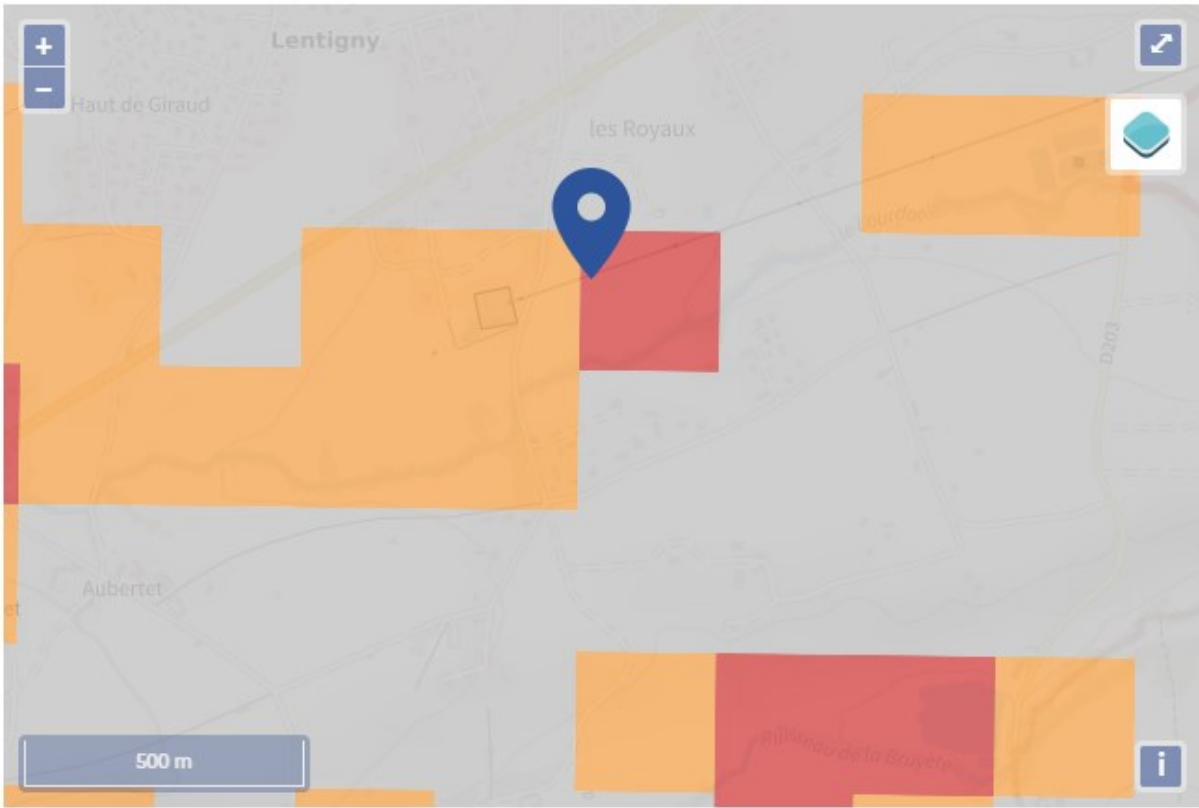
FAIBLE

MODÉRÉ

IMPORTANT

Carte de l'aléa sismique à Lentigny (source : Géorisques)

Enfin, la zone est identifiée parmi les **zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe (fiabilité faible)** et parmi les **zones potentiellement sujettes aux inondations de cave (fiabilité faible)**.



Légende :

|   |   |  |
|---|---|--|
| Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité FORTE    | Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité FORTE    | Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave fiabilité FORTE    |
| Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité MOYENNE  | Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité MOYENNE  | Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave fiabilité MOYENNE  |
| Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité FAIBLE   | Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité FAIBLE   | Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave fiabilité FAIBLE   |
| Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité INCONNUE | Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité INCONNUE | Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave fiabilité INCONNUE |

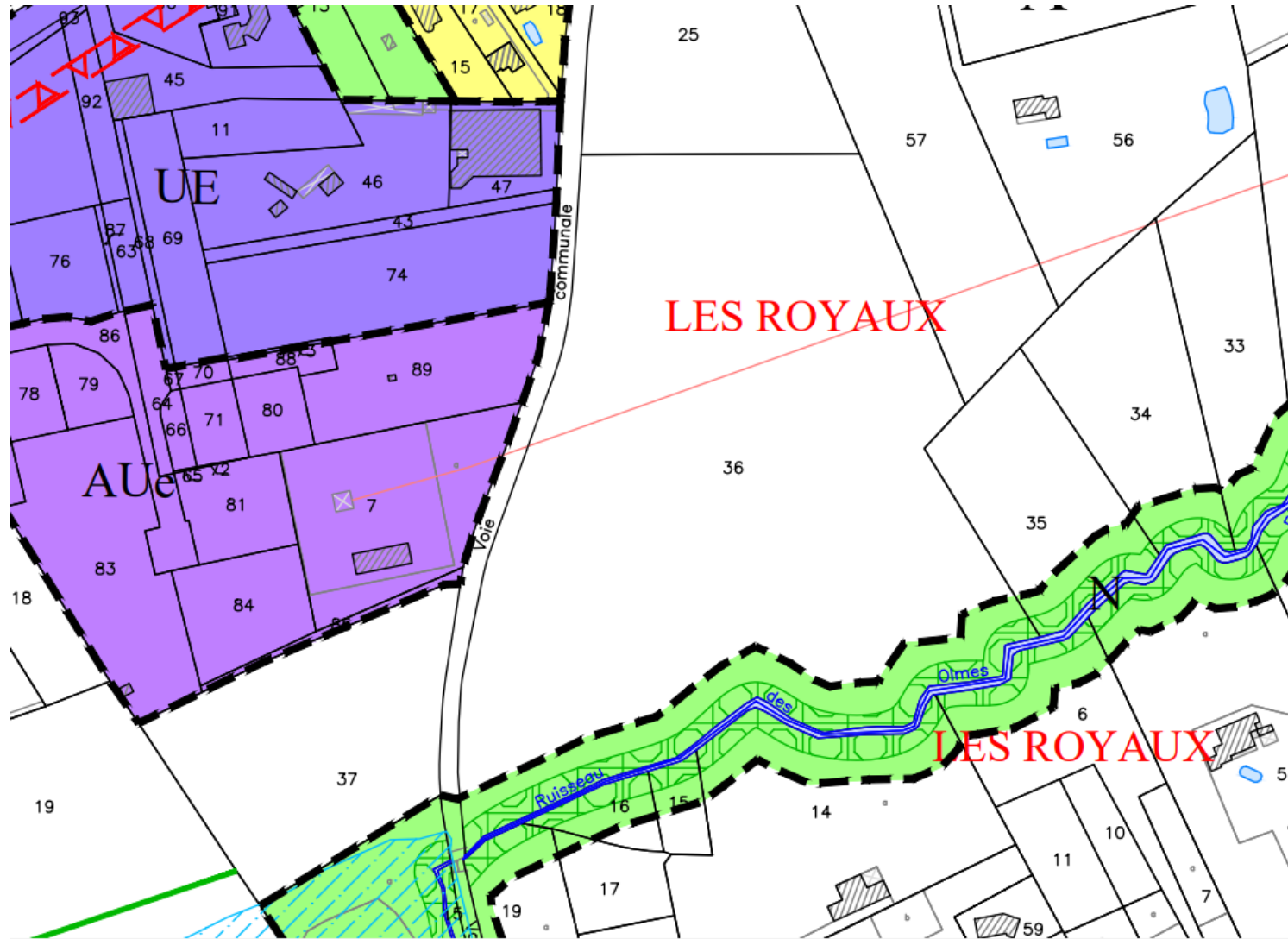
### 5.6 Urbanisme

La commune de Lentigny est couverte par un **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** approuvé initialement le 29/02/2008 par délibération du Conseil Municipal, puis révisé à partir de 2014, la **révision ayant été approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 25/04/2017**.

**La parcelle AN36 constituant notre ZIP est concernée par plusieurs zonages de ce PLU :**

- Zone Agricole pour la majeure partie de la parcelle,
- Zone Naturelle, dans une zone de 20 à 25 m autour du ruisseau du Lourdou,
- Espace boisé classé, dans une bande de 10 m autour du ruisseau du Lourdou.





Extrait du règlement graphique du PLU de Lentigny

Le règlement écrit du PLU de Lentigny expose que « la zone agricole est une zone à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, où le développement de l'agriculture est favorisé ». Ainsi, « toutes les constructions, installations, occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 2 sont interdites ».

L'article 2, portant sur les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières prévoit que « tous les bâtiments agricoles, les constructions, installations et utilisations du sol, à condition d'être nécessaires à l'activité des exploitations agricoles, y compris les bâtiments nécessaires à la transformation et à la vente de produits agricoles ». L'article L111-27 du code de l'urbanisme prévoit que « **sont considérées comme nécessaires à l'exploitation agricole [...] les installations agrivoltaiques** au sens de l'article L. 314-36 du code de l'énergie ».

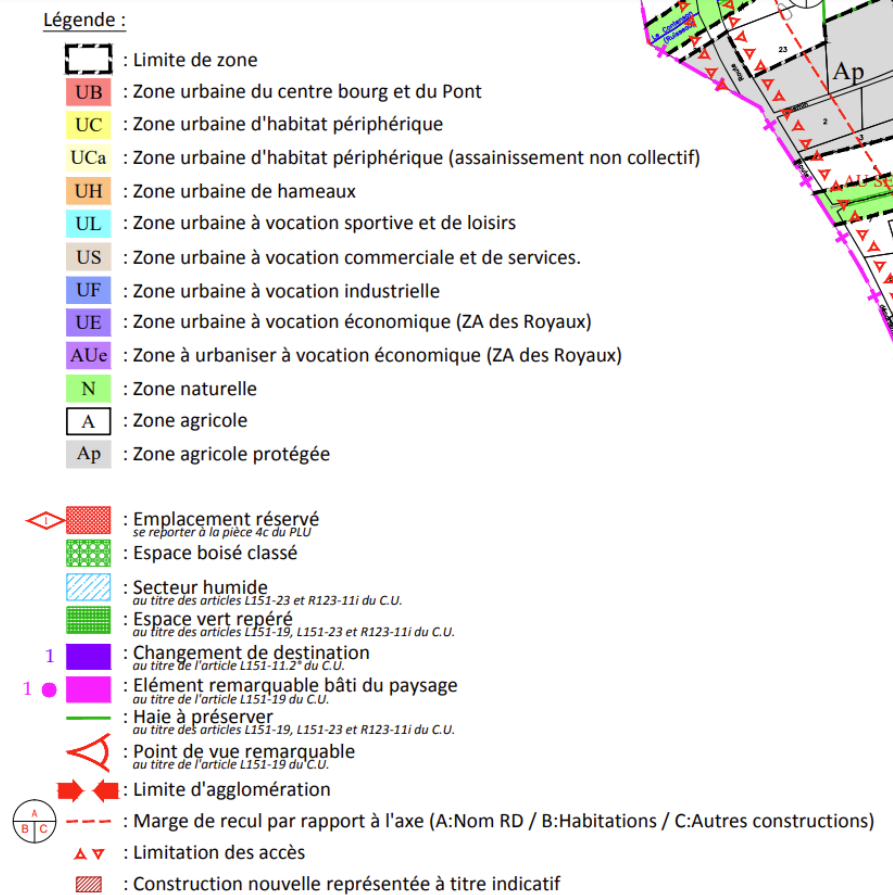
Un recul de 5 m par rapport à l'alignement de la voie et emprises publiques devra être respecté pour les constructions<sup>15</sup>. Ce recul doit également être appliqué par rapport aux limites séparatives<sup>16</sup>. Toutefois, ce recul de 5 m n'est pas obligatoire pour les constructions, installations et ouvrages techniques d'intérêt collectif, ce qui est le cas des locaux techniques de distribution d'énergie, tels que le poste de transformation et de livraison.

Concernant la hauteur des constructions, elle est limitée à 15 m pour les constructions agricoles. La hauteur des constructions, installations et ouvrages techniques d'intérêt collectif n'est quant à elle pas réglementée<sup>17</sup>.

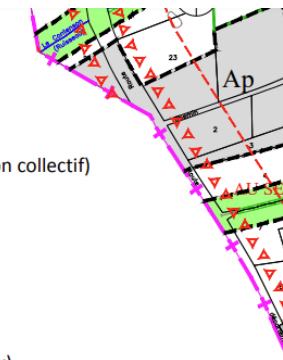
La hauteur maximum des clôtures est fixée à 2 m<sup>18</sup>.

Les prescriptions du PLU de Lentigny concernant la zone Naturelle n'ouvrent pas la possibilité de construction de bâtiments agricoles, constructions, installations et utilisations du sol nécessaires à l'activité des exploitations agricoles. **La zone N sera donc évitée par les structures en ombrières photovoltaïques.**

**La zone d'espace boisé classé sera également entièrement évitée.**



Légende extraite du règlement graphique du PLU de Lentigny



<sup>15</sup> Art. A6 du PLU de Lentigny.

<sup>16</sup> Art. A7 du PLU de Lentigny.

<sup>17</sup> Art. A10 du PLU de Lentigny.

<sup>18</sup> Art. A11 du PLU de Lentigny.

Le SCoT du Roannais aujourd'hui applicable prescrit l'implantation d'installations de production d'énergie solaire au sol sur toute terre de production agricole. Ce SCoT a été élaboré à une période où l'agrivoltaïsme n'existait pas dans sa forme actuelle. L'élaboration d'un nouveau SCoT du Roannais a été prescrite en mars 2023, et sa publication est prévue pour 2027. Après échange avec le syndicat du SCoT du Roannais, nous avons aujourd'hui connaissance de la démarche à suivre pour le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme pour le projet. A la demande du syndicat, nous veillerons donc à respecter les demandes de la charte départementale sur l'agrivoltaïsme, en cours d'élaboration, lors du dépôt de nos demandes. Le syndicat analysera donc la compatibilité du projet envers cette charte afin de rendre son avis.

## 6 SUIVI PENDANT LA PHASE EXPLOITATION DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Les impacts résiduels pressentis de la centrale photovoltaïque sur l'élevage de Lentigny sont essentiellement des impacts résiduels paysagers. Une attention particulière à la préservation des zones humides en phase travaux comme exploitation sera également portée.

Les mesures de plantations d'arbres et de haies sont les principales mesures d'atténuation proposés.

Ainsi un suivi des plantations sera réalisé par une entreprise spécialisée :

- 1 fois par an pendant les 3 premières années afin de s'assurer de la bonne reprise des arbres et arbustes planté.
- 1 fois tous les 5 ans ensuite.

Les individus éventuellement dépérissant seront systématiquement remplacés.

Afin de s'assurer de la pertinence des plantations, un reportage photographique sera réalisé à 5 ans, si besoin, les plantations seront ajustées.

Concernant l'élevage, un **protocole de suivi de la production** sera mis en place avec l'éleveur afin de vérifier dans le temps les effets positifs et négatifs du projet photovoltaïque sur les oiseaux.

## 7 SOUTIEN LOCAL ET CONCERTATION

Dans le cadre du développement du projet de centrale photovoltaïque sur l'élevage de Monsieur Chauve Laffay à Lentigny, **les collectivités locales ont été rencontrées** et le projet leur a été présenté.

Ainsi le 17/10/2024, le projet a été présenté en mairie de Lentigny à Monsieur le Maire ainsi qu'à une partie de son équipe municipale.

La mairie a apprécié que Monsieur Chauve Laffay soit réellement acteur dans le développement de ce projet. Il a été souligné l'importance de coconstruire ce projet ensemble, afin qu'il puisse avoir de réels bénéfices pour l'agriculture.

Le projet sera présenté à l'ensemble des conseillers municipaux lors d'une prochaine réunion du conseil.

Le projet a également été porté à la connaissance de la chambre d'agriculture via un appel téléphonique avec le conseiller énergie de la chambre le 21/11/2024.

La direction départementale des territoires (DDT) de la Loire est également informée du projet. Nous allons engager un processus d'accompagnement amont d'un projet avant le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme.

De manière générale, la concertation locale perdurera tout le long du développement du projet.

## 8 ANNEXES

Cette notice descriptive du projet constitue l'Annexe 7 du dossier de demande d'examen du projet au cas par cas présenté.

Un pré-diagnostic environnemental a été réalisé par le bureau d'étude ECOSTRATEGIE, basé à Saint-Etienne. Cette étude porte sur l'analyse de l'état initial des milieux physique, humain, naturel et intègre une étude paysagère. Elle se base sur des recherches bibliographiques ainsi que sur les passages d'écologues en été et hiver 2024.

Les mesures éviter, réduire et compenser proposées seront mises en place.

Ce pré-diagnostic est à retrouver en Annexe 8 du dossier de demande de cas par cas présenté.